



Revue de presse
Gouvernance des eaux souterraines
d'Abitibi-Témiscamingue
28 janvier – 11 février 2015

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Olivier Pitre, Directeur

SESAT

Tél: (819) 732-8809 poste 8239

Courriel : olivier.pitre@sesat.ca

315 000\$ pour les eaux souterraines

Grâce à une subvention du Programme de soutien à la valorisation et au transfert du ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, le Réseau québécois sur les eaux souterraines (RQES) annonce la poursuite, au cours des deux prochaines années, de la mise en oeuvre de sa stratégie de transfert des connaissances sur les eaux souterraines dans sept régions pilotes : Abitibi-Témiscamingue, Bécancour, Montérégie Est, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Mauricie, Communauté métropolitaine de Québec et Outaouais.

Ce projet sera mené par un groupe de recherche multidisciplinaire réunissant les professeurs Marie Larocque de l'Université du Québec à Montréal, Julie Ruiz de l'Université du Québec à Trois-Rivières, Vincent Cloutier de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et Jean-Michel Lemieux de l'Université Laval.

Au Québec, 1,5 million de personnes, surtout concentrées en milieu rural, dépendent de l'eau souterraine comme source d'approvisionnement en eau potable. Cette ressource renouvelable est généralement de très bonne qualité et contrairement à l'eau de surface, nécessite peu ou pas de traitement avant sa consommation, rendant ainsi son exploitation plus économique.



© -
RQES

Autres Nouvelles

Mise en place du service «Accès des Chenaux» pour les nouveaux arrivants

Fermeture d'entreprises: un citoyen interpelle la Ville

Festi'OMuse: un nouveau regard sur le Musée québécois de culture populaire

un Trifluvien

L'ex-DG du FestiVoix passe au 106,9 FM

Incendie maîtrisé au milieu de la nuit

25 ans et dévoilement d'objets promotionnels

L'eau souterraine est aussi largement employée en agriculture (irrigation et abreuvement du bétail) et par les industries. Elle est également essentielle au maintien de nombreux écosystèmes en fournissant un apport de base en eau aux lacs, rivières et milieux humides. La gestion durable de la ressource est donc une priorité.

Afin de combler les connaissances fragmentaires sur cette ressource et répondre aux sollicitations croissantes concernant son utilisation, le gouvernement du Québec a mis sur pied en 2009 le *Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines* (PACES) qui vise à dresser un portrait réaliste et concret des eaux souterraines des régions, dans le but ultime de la protéger et d'en assurer sa pérennité. Le 31 mars 2015, le gouvernement du Québec aura investi 13 millions \$ dans ce programme. Environ 80 % du territoire municipalisé du Québec méridional aura alors été couvert par une étude de caractérisation hydrogéologique régionale.

La stratégie de transfert des connaissances du RQES

La stratégie innovatrice de transfert des connaissances mise en oeuvre par le RQES vise à développer une base de connaissances commune entre les intervenants régionaux de l'aménagement du territoire. Elle vise aussi à faire en sorte qu'ils acquièrent un vocabulaire de base pour exprimer leurs besoins et poser des questions à un hydrogéologue, ainsi qu'à améliorer leur capacité à mettre à profit les mesures réglementaires, incitatives et de sensibilisation existantes pour la protection et la gestion de l'eau souterraine. Elle vise finalement à identifier des leaders régionaux susceptibles de favoriser, entre intervenants d'une même région, la coordination des mesures de protection et de gestion de l'eau souterraine et d'aider les intervenants à développer leur propre stratégie.

cardiaques de la Mauricie

Deux Trifluviens avec
Équipe Canada



Cinq prix de 1 000\$ à gagner
pour commencer l'année du bon pied.

[> PARTICIPEZ MAINTENANT](#)

Des journées d'atelier de transfert, réunissant experts en hydrogéologie et intervenants régionaux, seront offertes dans chacune des sept régions. Des activités et exercices en sous-groupe sur les connaissances hydrogéologiques régionales, les bases de données et la prise de décision seront organisés afin de favoriser un apprentissage actif. À la fin du projet, à l'automne 2016, une boîte à outils qui servira à opérationnaliser le transfert des nouvelles connaissances sur les eaux souterraines dans toutes les régions du Québec sera éditée. Cette approche « clé en main » permettra aux gestionnaires du territoire de relever le défi de la protection et la gestion durable de l'eau souterraine.

Le RQES a pour mission de consolider et d'étendre les collaborations entre les équipes de recherche universitaires et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et avec tous les acteurs de l'eau qui utilisent les connaissances en vue de la mobilisation et du transfert des connaissances scientifiques sur les eaux souterraines.

La Frontière
12 fév. 2015
Lucie Charest

Environnement

Mise en commun des techniciens en eau au Témiscamingue

Par Lucie Charest
Publié le: Jeudi 12 février 2015 07:28:25 HNE
Mise à jour: Jeudi 12 février 2015 07:34:09 HNE



VILLE-MARIE - La MRC de Témiscamingue souhaite entreprendre une étude sur les besoins en technicien en eau potable et eaux usées des municipalités. Les résultats pourraient conduire à un partage de ces ressources humaines.

Les coûts liés à la formation de ces techniciens sont à l'origine de la démarche selon la directrice générale de la MRC, Lyne Gironne. «La formation se donne à l'extérieur du territoire, elle s'échelonne sur six à huit semaines, ça représente beaucoup de frais pour une seule petite municipalité», a-t-elle fait observer.

Présentement, dans la plupart des municipalités témiscamiennes, les tâches de ces techniciens en eau potable et eaux usées sont attribuées à un employé municipal qui assume de multiples autres tâches.

État de la situation

«Nous souhaitons documenter la situation, a fait savoir Mme Gironne. Dans notre étude, il s'agira de déterminer le cadre de travail de ces techniciens, le nombre d'heures consacrées à leurs tâches spécifiques, les besoins des municipalités, les différents systèmes, quels seraient les déplacements requis pour un technicien qui couvrirait tel ou tel autre secteur.»

L'eau potable est régie par un règlement du ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Faune et des Parcs en vigueur depuis 2005. Un technicien formé est responsable de la lecture des tests d'eau et du contrôle du réseau, selon, Daniel Dufault, coordonnateur du service de l'aménagement à la MRC. «Les travaux sur les conduites d'eau doivent se faire en présence de ce technicien, a-t-il précisé. Par contre, un règlement fédéral sur les eaux usées adopté l'an passé entrera en vigueur au Québec en 2017. La certification de ces techniciens en regard des équipements qu'ils supervisent sera renouvelable aux trois ou quatre ans.»

La MRC évalue présentement les possibilités de financement pour réaliser cette étude. Le pacte rural ou le Fonds de diversification économique du Témiscamingue pourraient être sollicités pour soutenir le projet.

Radio-Canada
3 fév. 2015

Puits contaminés aux Îles: la SOQUEM reporte, le maire s'emporte

Mise à jour le mardi 3 février 2015 à 12 h 15 HNE

35 PARTAGES   +   AA



L'été de nombreux touristes continuent d'affluer à proximité du sable contaminé sur la plage de Havre-Aubert. Photo : Michel-Félix Tremblay

Le nouveau report des travaux de nettoyage des puits contaminés de la Société québécoise d'exploitation minière (SOQUEM) exaspère le maire des Îles, Jonathan Lapierre. La société d'État devait entreprendre le nettoyage de trois puits contaminés de la plage du Havre-Aubert (Sandy Hook) cet automne.

L'opération de décontamination a été reportée à l'hiver puis, il y a peu, au printemps 2015. Les élus des Îles n'ont jamais été informés des causes de ces reports et réclament que le dossier soit réglé avant la prochaine saison estivale. L'évènement phare de la saison touristique des Îles, le Concours des châteaux de sable se déroule sur la plage du Havre-Aubert.

Le maire Lapierre demande à la SOQUEM de prendre ses responsabilités. La SOQUEM, dit-il, doit réintégrer la qualité ou l'intégrité de l'environnement aux abords de ces puits. Il faut rendre l'endroit sécuritaire et propre, poursuit le maire.

Jonathan Lapierre rappelle que les situations du genre sont nombreuses aux Îles. « On pense à l'épave du Corfu qui, de temps à autres laisse échapper du mazout. On pense aux terrains contaminés d'Irving. Maintenant, il est grandement temps que la SOQUEM procède, dans les règles de l'art, mais qu'elle procède le plus rapidement possible », lance M. Lapierre.

Un quatrième puits souillé par du diesel a été découvert entretemps sur l'île du Havre-Aubert. Le maire Lapierre a appris cette nouvelle découverte par l'intermédiaire des médias. Il déplore le total manque de communication de la SOQUEM.

À la recherche de sel, la SOQUEM a utilisé du diesel pour forer des puits dans le sous-sol des Îles dans les années 1970. Les puits contaminés ont été découverts par un citoyen des Îles à l'été 2013.